


RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION – PHASE REMISE DES CANDIDATURES*Procédure adaptée avec négociation***Section I - Acheteur public****DC1**A ☐ TRAVAUXB ☐ FOURNITURESC ☒ SERVICES**1. Nom et adresse officiels de l'acheteur public**

Dénomination 	A l'attention de Monsieur le Président : Professeur Bruno BOUCHARD
Adresse Place du Maréchal de Lattre de Tassigny	Code postal 75 775 PARIS cedex 16
Localité/Ville PARIS	Pays FRANCE
Téléphone Service achat 01 44 05 49 62 ou 41 63 ou 41 66	Télécopieur ///
Courrier électronique (e-mail) servicemarches@dauphine.psl.eu	Adresse Internet/Profil acheteur (URL) www.marches-publics.gouv.fr

2. Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues:**Affaire suivie sur le plan administratif et juridique par :**

Christelle ROSSONI,
Responsable du service achat (DF)

Téléphone (Teams) : 01 44 05 49 62
Mail (Teams) : christelle.rossoni@dauphine.psl.eu

Mickaël CIRON,
Responsable du pôle marchés (DF)

Téléphone (Teams) : 01 44 05 41 63
Mail (Teams) : mickael.ciron@dauphine.psl.eu

Stéphanie WAGNER,
Responsable du pôle marchés (DF)

Téléphone (Teams) : 01 44 05 41 66
Mail (Teams) : stephanie.wagner@dauphine.psl.eu

Mail commun (toute correspondance, hors Teams) :
servicemarches@dauphine.psl.eu

Affaire suivie sur le plan technique par :

Sylvain HUC,
Assistant à la Maîtrise d'Ouvrage

Téléphone : 07 81 85 60 18
Courriel : sylvain.huc@metamorphose-formation.fr

Patrice VELAY,
Chef du Service Sécurité Sûreté (DI)

Téléphone : 01 44 05 47 47
Courriel : patrice.velay@dauphine.psl.eu

Nasson DORVIL,
Chef du Service Sécurité Sûreté Adjoint (DI)

Téléphone : 01 44 05 42 42
Courriel : nasson.dorvil@dauphine.psl.eu

3. Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :

Voir section I, § 1.

4. Adresse à laquelle les offres/demandes de participation doivent être envoyées:

Voir section V, § 2.

5.Type d'acheteur public:

☒ Autre (*préciser*) Etablissement Public à Caractère Scientifique Culturel et Professionnel (E.P.S.C.P)

Le présent dossier correspond :

■ à un marché fractionné destiné à être signé par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur :

Monsieur le Professeur Bruno BOUCHARD, Président

Election le 28 novembre 2024 et prise de fonctions le 3 décembre 2024

Section II - Objet du marché ou de l'accord-cadre

DC1

1 - Description

Le présent marché a pour objet l'exécution de **prestations de surveillance humaine : gardiennage, protection des personnes, des locaux et des biens contre les risques d'incendie et d'intrusion**, à assurer essentiellement sur le site principal de l'université Paris Dauphine – PSL.

1.2.- Type de marché de services : ☒ 12. Services d'enquête et de sécurité

1.3. S'agit-il d'un marché fractionné ?

☒ oui

☐ non

La procédure retenue est adaptée avec négociation, procédure spécifique de sélection en deux temps, distinguant une phase de pré-sélection de candidats, de la phase d'attribution proprement dite du marché. L'accord-cadre est « composite » puisque contenant deux parties indivisibles et mixtes : il fixe l'ensemble des stipulations contractuelles et s'exécutera pour partie majoritaire de manière ordinaire et pour partie minoritaire de manière fractionnée.

1.4.1 - S'agit-il d'un **marché ordinaire** ?

☒ oui, en partie

☐ non

La **1^{ère} partie** du marché concerne les **prestations courantes, récurrentes et forfaitisées de surveillance humaines des locaux à réaliser sur le site principal de l'université**. Elles seront définies exhaustivement dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du marché et leur prix forfaitairement établi dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) du marché, communiqués aux candidats présélectionnés à l'issue de l'étude des candidatures. **Son montant estimatif annuel est de 835 000 € HT.**

1.4.2 - S'agit-il d'un **accord-cadre à bons de commande** ?

☒ oui, en partie

☐ non

La **2^{de} partie** du marché concerne les **prestations supplémentaires à la demande, ponctuelles et unitaires de surveillance humaine des locaux à réaliser sur le site principal et autres sites de l'université**. Elles seront définies exhaustivement dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du marché et leurs prix consignés dans des devis établis sur la base du Bordereaux des Prix Unitaires (BPU) du marché, communiqués aux candidats présélectionnés à l'issue de l'étude des candidatures. **Son montant estimatif annuel est de 75 000 € HT. Elle ne comporte pas de montant minimum et son montant maximal annuel est de 135 000 € HT.**

1.5.- S'agit-il d'un marché à tranches ?

☐ oui

☒ non

1.6.- S'agit-il d'une convention de prix associée à des marchés types. :

☐ oui

☒ non

1.7.- Description / objet du marché (*utiliser si nécessaire un feuillet séparé*)

Une description sommaire des prestations est réalisée dans le Programme Fonctionnel (PF) joint, comportant en annexe le tableau du personnel de l'entreprise sortante et à reprendre par l'entreprise entrante.

Un contenu plus détaillé des prestations et de leurs modalités d'exécution figurera dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) du marché, communiqué aux seuls candidats présélectionnés à l'issue de la phase d'étude des candidatures.

1.8.- Lieu d'exécution des travaux, de livraison des fournitures ou de prestation des services.

1.8.1.- Le site de l'Université Paris Dauphine - PSL où se réalisera les prestations courantes de surveillance est le suivant :

- Campus Porte Dauphine (site principal/historique) : Place du Maréchal de Lattre de Tassigny, 75 016 Paris ;

L'Université s'est engagée dans de gros travaux de restructuration d'ensemble de son site principal dit « Projet Nouveau Campus » (PNC) commencés en 2022 et devant s'achever prévisionnellement fin 2029, impliquant prévisionnellement à la rentrée universitaire 2026, l'abandon du site secondaire de l'IPJ et le déménagement de son activité sur le site principal. La surveillance des zones en travaux relève de la responsabilité de l'entreprise générale retenue et n'est pas intégrée dans le présent marché.

1.8.2 - Les sites autres où se réaliseront des prestations supplémentaires à la demande ponctuelles sont prévisionnellement les suivants :

- Campus de l'IPJ (site secondaire occupé prévisionnellement jusqu'en été 2026) : Institut Pratique du Journalisme, 24 rue Saint-Georges, 75 009 Paris.
- Espace Charenton (site loué pendant les sessions d'examen) : Espace Charenton, 327 rue de Charenton, 75 012 Paris.

1.9.- Nomenclature communautaire pertinente: ☐ CPA ☐ NACE ☐ CPC

CPV principal :

79714000-2	Services de surveillance.
------------	---------------------------

CPV secondaire

///	///
-----	-----

1.10 - Division en lots : ☐ oui ☒ non, a par cohérence technique.

Les candidats peuvent soumissionner :

☐ à un lot ☐ à plusieurs lots ☐ à l'ensemble des lots

1.11 – Autorisation des variantes : **Sans objet au stade de la candidature.**

Au stade de la remise des offres ☒ oui, a priori ☐ non, a priori

1.11a - Les variantes seront elles interdites ? : ☐ oui, a priori ☒ non, a priori

1.11b - Les variantes seront elles obligatoires ? : ☒ oui, a priori ☐ non, a priori

1.12 – Présence de Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE) : **Sans objet au stade de la candidature.**

Au stade de la remise des offres ☒ oui, a priori ☐ non, a priori

1.12a - Les PSE seront elles obligatoires ? : ☒ oui, a priori ☐ non, a priori

1.12b - Les PSE seront elles facultatives ? : ☐ oui, a priori ☒ non, a priori

2 - Quantité à fournir

2.1 - Quantité globale (fournitures et services), nature et étendue (travaux) :

Une description sommaire de la quantité globale à fournir est réalisée dans le Programme Fonctionnel (PF) du marché.

Une description plus détaillée de la nature et de l'étendue des prestations à réaliser figurera dans le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), - composé d'un Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), d'un Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), d'une Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), d'un Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et d'un Détail Quantitatif Estimatif (DQE) -, **communiqué aux seuls candidats présélectionnés à l'issue de la phase d'étude des candidatures**. Les candidats devront veiller à répondre à l'intégralité des besoins qui y seront définis sous peine d'irrégularité de leur offre.

Le montant estimatif total du marché, toutes parties confondues, est de 910 000 € HT par an. Le montant maximal total du marché, toutes parties confondues, est de 970 000 € HT par an.

3 - Durée du marché ou délai d'exécution :

Le marché est conclu pour une durée de **24 mois**, à compter de sa date de commencement d'exécution, avec deux reconductions d'une durée de 12 mois possible, dans la limite d'une durée totale d'exécution de **48 mois**. La reconduction sera effectuée tacitement, sauf dénonciation par lettre recommandée avec accusé de réception, six mois avant la fin de la période en cours.

La notification prévisionnelle du marché est prévue mi-novembre 2025.

La date de commencement d'exécution du marché est fixée au 2 février 2026.

Section III - Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

DC1

1 - Conditions relatives au marché

1.1 - Cautions et garanties exigées : **sans objet**.

1.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références des dispositions applicables

Le financement direct du prix s'effectue sur le budget de l'université.

Le mode de règlement choisi par l'administration est le virement sur présentation de factures dans le délai global de paiement de **trente jours** (article 1 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique).

Sauf refus écrit du titulaire à exprimer dans son Acte d'Engagement, une avance de 20% (ETI) ou 30% (TPE/PME) du montant du marché lui sera versée dans les conditions fixées aux articles R.2191-3, R.2191-6 à R.2191-7, R.2191-11, R.2191-15 (1^{ère} partie du marché) et R.2191-17 (2^{de} partie du marché) du code de la commande publique.

1.3 - Forme juridique que devra revêtir le groupement d'entrepreneurs, de fournisseurs ou de prestataires de services attributaire de l'accord-cadre :

Les candidats peuvent présenter une offre soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements d'entreprises. Ils ne peuvent cumuler ces deux qualités. Un même candidat ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché. **Si le candidat est un groupement d'entreprises, il sera solidaire.**

2 - Conditions de participation

Le candidat est informé que l'administration souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire **euro**.

L'unité monétaire ne constitue pas un critère de sélection des offres. Si le candidat présente une offre libellée dans une unité monétaire autre que celle mentionnée ci-dessus, il accepte que l'administration procède à sa conversion en application notamment des articles 4 et 5 du règlement CE n° 1103/97 du 17 juin 1997. Il peut également lui-même procéder à cette conversion en appliquant le même texte, en indiquant celle des deux unités monétaires dans laquelle il s'engage. Dans l'hypothèse où le candidat présente une offre libellée dans une autre unité monétaire que celle souhaitée par l'administration, et si cette offre est retenue, il est informé que l'unité monétaire souhaitée par l'administration pourra s'imposer à lui.

3 - Conditions propres aux marchés de services

3.1 - Les prestations sont-elles réservées à une profession particulière ?

☐ non ☒ oui

Le candidat devra fournir dans sa candidature l'ensemble des éléments de nature à démontrer qu'il est parfaitement en règle avec les diverses autorisations et obligations induites des dispositions législatives et réglementaires relatives aux activités privées de sécurité du Livre VI du Code de la Sécurité Intérieure ; ainsi qu'avec les préconisations du CNAPS.

Le candidat est informé que l'attributaire a une obligation de reprise du personnel de l'entreprise sortante

conformément aux dispositions de l'avenant du 28 janvier 2011 relatif à la reprise du personnel, de l'accord du 5 mars 2002.

3.2 - Les candidats sont-ils tenus d'indiquer les noms et les titres d'étude et/ou l'expérience professionnelle des membres du personnel chargé de l'exécution du marché ? **Sans objet au stade de la candidature.**

Au stade de la remise des offres ☐ non ☒ oui

4 – Modification du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

L'Université Paris Dauphine - PSL se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des candidatures et des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Les candidats en seront informés par le support du site de dématérialisation des procédures PLACE (Plate-forme des achats de l'Etat), profil acheteur de l'université, par un mail valant notification.

Attention : les candidats sont informés que s'ils ne se sont pas préalablement identifiés pour procéder au téléchargement du dossier de consultation, par la mention d'une adresse de correspondance électronique valide, les modifications de détail ne pourront leur être communiquées.

Si le délai de 6 jours, laissé aux candidats pour prendre connaissance d'éventuels éléments complémentaires d'étude, ne pouvait être respecté en raison de la date limite fixée pour la remise des offres, cette dernière serait reportée de façon à rétablir ledit délai. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Section IV - Procédure

DC1

1 - Type de procédure :

☒ Procédure adaptée

Le marché est passé en **procédure adaptée** au sens des articles L 2123-1 2° et R 2123-1 3° du Code de la Commande Publique. Elle comprend une phase de négociation et est **intégralement dématérialisée** en application de l'article R. 2132-7 du même code.

1.1 - Les candidats ont-ils déjà été sélectionnés ? (*procédure négociée : cas où l'acheteur public décide de ne négocier qu'avec les candidats qui avaient été admis à présenter une offre lors d'un appel d'offres déclaré infructueux*):

☒ non ☐ oui

1.2 – Déroulement de la procédure et calendrier prévisionnel

La procédure se réalisera en deux phases distinctes :

- la phase de remise des candidatures donnant lieu à une pré-sélection de candidats ;
- la phase de remise des offres par les candidats présélectionnés.

1.2.1 – Phase de remise des candidatures

À réception des candidatures, l'Université Paris Dauphine - PSL procédera à l'analyse de celles-ci afin de **présélectionner**, conformément aux critères de sélection mentionnés au 2 - infra, **5 candidats** à l'attribution du marché.

La date limite de remise des candidatures est fixée au **mardi 3 juin 2025 à 19h00**.

Les candidats présélectionnés recevront un courrier d'information leur demandant la signature des documents non signés.

Les candidats évincés recevront un courrier motivant le rejet de leur candidature prévisionnellement courant juillet 2025.

1.2.2 – Phase de remise des offres

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) sera communiqué aux 5 candidats présélectionnés, admis à participer à la seconde phase de la procédure.

La date de **communication du DCE** est fixée prévisionnellement au mercredi 2 juillet 2025.

Afin de permettre à l'ensemble des candidats présélectionnés de présenter une offre technique et financière qui soit en parfaite adéquation avec les exigences de l'Université Paris Dauphine - PSL, **une visite obligatoire des locaux du site principal** sera organisée prévisionnellement le **jeudi 10 juillet 2025** à 9h30, 11h30 et 14h. Les modalités d'accès, ainsi que les dates et horaires définitivement arrêtés seront précisés dans le règlement de consultation – phase remise des offres.

La date limite de remise des offres est fixée, prévisionnellement, au lundi 4 août 2025 à 19h00.

À réception des offres, l'Université Paris Dauphine - PSL procédera à l'analyse de celles-ci conformément aux critères de sélection mentionnés au 3 - infra. Une phase de négociation d'un format d'1h30 avec prévisionnellement les 3 meilleurs candidats et dont les modalités seront précisées dans le règlement de consultation – phase remise des offres, est prévue prévisionnellement.

Une phase de négociation avec prévisionnellement les **3 meilleurs candidats** à l'issue de l'analyse des offres sera organisée ; ses modalités, ainsi que ses dates et horaires définitivement arrêtés, seront précisés dans le règlement de consultation – phase remise des offres.

• **Les candidats admis à participer à la phase de négociation seront informés prévisionnellement le vendredi 26 septembre 2025.**

• **La phase de négociation se réalisera prévisionnellement le mardi 7 octobre 2025 à 09h30, 11h30 et 14h00 en C400.**

La phase de négociation, d'une durée maximale de 90 min, débutera prévisionnellement par une présentation par le candidat de son agence et de l'équipe d'encadrement en charge effective de la réalisation de la mission (max 5 min), puis de sa méthodologie de mise en place et d'exploitation du site – impliquant une présentation de la tenue des collaborateurs - (max 40 min). S'en suivront des échanges avec 4 à 6 membres de la commission d'analyse des offres et la responsable achat ou son représentant, pendant a maxima 45 min.

L'Université Paris Dauphine - PSL attribuera, in fine, le marché à l'entreprise individuelle ou au groupement d'entreprises ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

2 - Critères de sélection des candidatures des entreprises et/ou groupement d'entreprises :

La consultation est ouverte aux entreprises générales et aux groupements solidaires d'entreprises qualifiées pour la réalisation de prestations de cette nature,

- solides financièrement (au vu du périmètre et des particularités du marché, **un CA minimal lié à l'activité de surveillance de 2 millions d'euros est exigé sur, a minima, 2 des 3 dernières années** ;
- expérimentés, ayant des références significatives en prestations de même nature réalisées idéalement dans des établissements recevant du public, équivalents en termes de contraintes (au vu du périmètre et des particularités du marché, **une référence a minima en cours de réalisation sur un marché public de taille similaire** est requise) et
- structurés, en termes de moyens organisationnels et humains - dont managériaux - (au vu du périmètre et des particularités du marché, **un nombre de personnel minimal dédié à l'activité de surveillance de 100 est exigé sur, a minima, 2 des 3 dernières années**).

La sélection des candidats se fera par appréciation des capacités financières et techniques des entreprises au vu de la spécificité du marché, par appréciation de l'adéquation de leur structure et des moyens susceptibles de devoir être mis en œuvre pour sa réalisation.

Les candidatures seront entièrement rédigées en langue française, ainsi que les documents de présentation associés.

2.1 – Critères et sous-critères de sélection des candidatures :

Les critères de sélection des candidats sont les suivants, énoncés ci-dessous par ordre de priorité décroissante, accompagnés de leur pondération :

Solidité financière	40 %
Capacité technique	40 %
Pertinence des références vérifiables proposées par le candidat	10 %
Organisation mise en oeuvre dans le cadre d'une opération similaire	10 %

La **solidité financière du candidat** sera appréciée en fonction des sous-critères suivants :

- somme des chiffres d'affaires réalisés pendant les trois derniers exercices clos (N-3 à N-1) concernant les prestations, objets du présent marché	50%
- % de rentabilité globale (résultat/CA) lors du dernier exercice clos (N-1)	35%
- risque induit du taux d'endettement	15%

La **capacité technique** sera appréciée au regard des moyens organisationnels et humains du candidat :

- Nombre de salariés des trois dernières années et taux d'encadrement des trois dernières années	50%
- Capacité de réserve des trois dernières années et de réalisation des prestations supplémentaires	35%
- Niveau de normalisation et/ou d'engagements pris à l'occasion d'une mission similaire	15%

La **pertinence des références proposées par le candidat** sera appréciée au regard de la liste des 8 références significatives/emblématiques représentatives de missions similaires réalisées au cours des trois dernières années de préférence en Etablissements Recevant du Public (ERP) /Immeubles de Grande Hauteur (IGH) équivalents 100%

L'**organisation mise en œuvre dans le cadre d'une opération similaire** sera appréciée au regard de la composition de l'équipe d'encadrement, des moyens organisationnels et humains proposés par le candidat dans le cadre d'une mission similaire emblématique 100%

Attention : le candidat est l'agence de rattachement c'est-à-dire celle en charge de l'exploitation effective du site et non sa société mère ou son groupe.

L'Université se réserve le droit d'accorder un droit de préférence, en cas d'équivalence, au candidat présentant la démarche RSE lors de l'exécution d'une mission similaire la plus aboutie.

2.2 – Jugement des candidatures

En application des dispositions de l'article R2144-2 du Code de la commande publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que les pièces visées supra sont manquantes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai maximum de cinq jours. Il informe l'ensemble des candidats qu'ils disposent de ce délai pour compléter leur candidature s'ils le souhaitent. Il ne s'agit que d'une simple faculté.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les dossiers doivent être remis complets ; la faculté de demander les compléments manquants ne sera notamment pas utilisée en présence d'un nombre suffisant de réponses complètes.

Lors de l'examen des documents relatifs à la candidature, seront éliminés celles non recevables en application de l'article L2141-1 du Code de la commande publique ou incomplètes au sens de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

3 - Critères de sélection des offres :

3.1 – Jugement des offres

Conformément aux dispositions de l'article R2152-1 du Code de la commande publique, les offres irrégulières définies à l'article L2152-2, inappropriées définies à l'article L2152-4 ou inacceptables définies à l'article L2152-3 sont éliminées.

Le marché n'étant pas alloti, il est requis des candidats sous peine d'irrégularité pour caractère incomplet de l'offre, une réponse globale à l'ensemble des besoins définis dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du marché, communiqué aux seuls candidats présélectionnés à l'issue de la phase d'étude des candidatures, soit pour l'ensemble des prestations ordinaires et supplémentaires à la demande sans distinction.

Toutefois, l'Université peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Si une ou plusieurs offres jugées intéressantes présentent des imprécisions, il peut être demandé aux candidats, par voie électronique, de préciser la teneur de leur offre.

3.2 – Critères

Le pouvoir adjudicateur choisit l'offre recevable qu'il juge économiquement la plus avantageuse, en application de l'article L2152-7 du Code de la commande publique et au regard des critères énoncés ci-dessous accompagnés de leur pondération :

Valeur technique	60 %
Valeur économique	40 %

Les sous-critères de notation de la valeur technique et économique seront précisés dans le Règlement de la Consultation (RC) – Phase remise des offres. La performance sociale ne fera, a priori, pas l'objet d'un critère de sélection mais sera intégrée vraisemblablement dans les conditions d'exécution du marché via une clause incitative ou coercitive égalité hommes-femmes ou autre mesure équivalente (formation sous statut scolaire...).

3.3 – Abandon de procédure

Conformément à l'article R. 2185-1 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, déclarer la procédure sans suite. En ce cas, il communique aux candidats, dans les plus brefs délais, les motifs et les conséquences procédurales de sa décision.

3.4 – Voies de recours

Les voies de recours ouvertes aux candidats évincés sont les suivantes :

- le référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la notification du présent marché à l'attributaire ;
- le référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA ;
- le recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R.421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme et
- le recours en contestation de la validité du contrat pouvant être exercé dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn et Garonne.

Pour toute question, le tribunal territorialement compétent est le Tribunal Administratif de Paris sis 7 rue de Jouy dans le 4^e arrondissement de Paris (<http://paris.tribunal-administratif.fr/Informations-pratiques>).

4 - Remise d'échantillons ou de matériels de démonstration :

☒ non ☐ oui

5- Documents contractuels et documents additionnels - conditions d'obtention :

❶ **Le lien de retrait** du dossier de consultation des entreprises (DCE), phase candidature, peut être **envoyé, par courriel**, à tout candidat en ayant fait une demande écrite adressée à servicemarches@dauphine.psl.eu, précisant la référence du marché : **25 SURVEILLANCE**.

❷ Le DCE doit être téléchargé gratuitement **sur la Plate-forme des Achats de l'Etat dite PLACE** à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2762604&orgAcronyme=f2h>

Attention : l'identification des candidats, au moment du téléchargement du DCE n'est pas obligatoire. Néanmoins, les sociétés qui y procéderont **en renseignant le formulaire ad hoc** mentionnant notamment le **nom de l'organisme**, le nom de la personne physique téléchargeant les documents **et une adresse permettant, de façon certaine, une correspondance électronique** seront seules assurées d'obtenir d'éventuels compléments d'information (précisions, réponses, rectifications...).

La procédure de consultation étant intégralement dématérialisée, l'Université Paris Dauphine - PSL ne saurait être tenue pour responsable, - en l'absence de mention permettant d'identifier le candidat et de lui faire parvenir, de manière certaine, une correspondance électronique -, de son absence d'information en cas de diffusion d'éventuels compléments d'information.

- Date limite d'obtention: / / (jj/mm/aaaa) : **sans objet**

- Cautionnement (*le cas échéant*) : **sans objet**

5.2.1 - Date limite de réception des candidatures :

Mardi 3 juin 2025 à 19 heures 00
(horodatage effectué par le site de dématérialisation des procédures Place faisant foi)

5.2.2 - Date limite prévisionnelle de réception des offres :

Lundi 4 août 2025 à 19 heures 00
(horodatage effectué par le site de dématérialisation des procédures Place faisant foi)

5.3.- Langue devant être utilisée dans la candidature, l'offre ou la demande de participation : français.

Les pièces accompagnant le dossier de candidature ou l'offre rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française.

5.4.- Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre:
180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Section V - Autres renseignements

DC1

1 - Contenu du dossier de la consultation (*liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public*)

1.1 – En phase remise des candidatures

Les pièces du dossier complet sont les suivantes :

- le présent Règlement de la Consultation (RC) – Phase remise des candidatures,
- l'avis de marché sur les différents supports de publication (A.A.P.C),
- le Programme Fonctionnel (PF) du marché n°25 SURVEILLANCE et son annexe relative à la reprise du personnel,
- la Fiche Candidat (FC) à renseigner

1.2 – En phase de remise des offres

Les pièces du dossier complet sont prévisionnellement les suivantes :

- le Règlement de la Consultation (RC) – Phase remise des offres,
- la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF),
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU),
- le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) du marché n°25 SURVEILLANCE,
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) du marché n°25 SURVEILLANCE,
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) du marché n°25 SURVEILLANCE et
- le cadre de réponse du candidat à renseigner

2 - Modalités de remise des candidatures et/ou des offres selon la procédure adoptée.

La procédure de consultation est intégralement dématérialisée.

Les documents n'ont pas à être signés au stade de la remise des candidatures et des offres ; seuls ceux des candidats pré-sélectionnés à l'issue de l'analyse des candidatures et ceux du candidat informé d'être pressenti pour l'obtention du marché devront l'être suivant les modalités mentionnées infra.

Pour tous les documents pour lesquels une **signature** du candidat est exigée, elle doit être **électronique** c'est à dire réalisée sur la plateforme de dématérialisation des procédures Place ou sur une plateforme interne d'un tiers de confiance par l'apposition d'un certificat électronique et doit émaner d'une personne habilitée à engager le candidat : soit le représentant légal, soit toute autre personne bénéficiant d'une délégation de pouvoir ou de signature établie par le représentant légal de l'entreprise (justificatif à produire). En cas de groupement, tous les documents sont signés électroniquement soit par l'ensemble des candidats groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres candidats.

2.1.- Candidatures dématérialisées

Attention : le candidat est l'agence de rattachement qui sera en charge effective de l'exploitation du site et non sa société mère ou son groupe.

L'enveloppe du dossier de candidature du candidat contiendra les pièces suivantes :

- Un **extrait de l'annuaire des entreprises** (<https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr>) ou un extrait Kbis datant de moins de 3 mois
- La **déclaration** du candidat :

Le candidat déclare sur l'honneur, en application de l'article L2141-1 et suivants du code de la commande publique :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des **infractions prévues aux articles suivants du code pénal** : les articles 222-34 à 222-40, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1, ou pour recel de telles infractions ou pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union Européenne ;
- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des **infractions prévues aux articles suivants du code général des impôts** : 1741 à 1743, 1746 ou 1747 ou pour recel de telles infractions ou pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union Européenne ;
- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des **infractions prévues aux articles suivants du code pénal** : 225-4-1 et 225-4-7 ou pour recel de telles infractions ou pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union Européenne ;
- avoir **souscrit aux déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles à cette date** ; ou s'être acquitté spontanément de ces impôts, taxes, contributions et cotisations ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ; ou à défaut, avoir conclu un accord contraignant avec les organismes chargés du recouvrement en vue de payer les impôts, taxes, contributions ou cotisations, ainsi que les éventuels intérêts échus, pénalités ou amendes, qu'il s'engage à respecter ;

- ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- ne pas faire l'objet d'une mesure de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du code de commerce ou d'une mesure équivalente prévue par un droit étranger ;
- ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou être habilité à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché (*justificatif à produire*) ;
- ne pas avoir été sanctionné pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du **code du travail** ;
- ne pas avoir été condamné au titre de l'article L. 1146-1 du code **du travail** ou de l'article 225-1 du **code pénal** ;
- avoir mis en œuvre, au 31 décembre de l'an passé, l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du **code du travail** ;
- ne pas avoir été condamné au titre du 5° de l'article 131-39 du **code pénal** (personne morale) ou ne pas avoir été condamné à une peine d'exclusion des marchés publics (personne physique) ou avoir été condamné mais faire partie des 2 cas dérogatoires mentionnés à l'alinéa 3, c), 4° ;
- ne pas avoir fait l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prise en application de l'article L. 8272-4 du code du travail ou faire partie du cas dérogatoire mentionné à l'alinéa 2, 5°.

Il déclare, de plus,

- être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1, L. 5212-2, L. 5212-5 et L. 5212-9 du **code du travail** concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard de l'article L. 2242-5 du **code du travail** concernant l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ou être en cours de réalisation ou d'engagement de la régularisation de la situation.

Il déclare, enfin,

- ne pas avoir été sanctionné au cours des trois années précédentes par une résiliation du fait d'un manquement grave ou persistant à ses obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de la commande publique antérieur.

NB : en pratique, le candidat peut copier/coller les mentions supra sur un papier à en-tête mentionnant l'identité et la qualité du signataire devant être un représentant habilité.

➤ La **fiche candidat** à produire au format.xlsx

- renseignée exhaustivement en ses parties « contact », « carte d'identité », « activités », « références » et « agréments/certifications/qualité/démarche RSE » pour justifier de ses capacités professionnelles et techniques

Attention : le candidat est l'agence de rattachement qui sera en charge effective de l'exploitation du site et non sa société mère ou son groupe ; de plus, au vu du périmètre et des particularités du marché, une **taille minimale de 100 agents réalisant une activité de surveillance est exigée du candidat sur, a minima, 2 des 3 derniers exercices clos. De même, une référence, a minima, en cours de réalisation sur un marché public de taille similaire** est requise. En sus des agréments requis par la profession.

- renseignée exhaustivement en sa partie « informations financières » pour justifier de ses capacités économiques et financières

Attention : au vu du périmètre et des particularités du marché, un **CA minimal de 2 millions d'euros concernant les prestations, objets du présent marché, est exigé du candidat sur, a minima, 2 des 3 derniers exercices clos.**

➤ Les **annexes à la fiche candidat** comprenant, a minima :

- la copie de l'agrément préfectoral de la société à jour : **autorisation d'exercer une activité de sécurité privée** pour l'établissement en charge de l'exécution du marché ;
- la copie de l'agrément préfectoral du dirigeant à jour : **autorisation de gérer ou de diriger une personne morale exerçant une activité de sécurité privée** ;

- les **certificats de qualification professionnelle** adaptés à l'objet du marché ou tout document équivalent, le cas échéant ;
- le **Plan Assurance Qualité/Charte Qualité** ou tout document équivalent, le cas échéant.

Il appartient au candidat de fournir tous les éléments de nature à démontrer ses capacités professionnelles, techniques et financières à assurer l'exécution du marché en renseignant exhaustivement la fiche candidat et en produisant, en annexe, tout justificatif jugé opportun.

Le candidat qui se présentent en groupement doivent indiquer clairement, la dénomination sociale du mandataire et de chacun des co-traitants, ainsi que la nature du groupement, qui doit être solidaire, sous peine de déclaration de non conformité du dossier. Les documents mentionnés supra sont requis de chacun des membres du groupement.

NB : La plupart de ces renseignements peuvent être produits

- en complétant les formulaires imprimés nationaux non obligatoires DC1 (Lettre de candidature – Désignation du mandataire par ses co-traitants) et DC2 (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), que vous pouvez obtenir sur le site du ministère de l'économie et des finances à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- en complétant en ligne le formulaire électronique européen non obligatoire DUME (Document Unique de Marché Européen) situé sur la plateforme Place en rubrique dépôt.

NB : le candidat pourra produire ces documents à l'occasion de la remise de sa candidature ou communiquer les modalités de consultation de ces documents sur un espace de stockage numérique de dépôt de type Place ou équivalent.

Les candidats informés d'être présélectionnés devront adresser, les documents suivants signés électroniquement :

- **La déclaration sur l'honneur** du candidat ou équivalent ;
- **La fiche candidat.**

La communication devra s'effectuer via la Plateforme Place en réponse au message reçu **dans un délai maximal de 5 jours ouvrés**, sous peine de perte du bénéfice de la qualité de présélectionné. A réception des éléments, il sera notifié, à l'ensemble des candidats évincés le rejet de leur *candidature*.

2.2.- Offres dématérialisées

L'enveloppe de l'offre du candidat contiendra prévisionnellement les pièces suivantes :

- **L'attestation de visite des locaux**
- La **Décomposition du Prix Global et Forfaitaire** (DPGF) du marché n° 25 SURVEILLANCE complétée dans tous ses éléments à produire sous tableur non sécurisé.xlsx.

Les quantités et formules de calcul mentionnées dans la DPGF doivent être vérifiées, recalculées et éventuellement modifiées par les candidats. Aucun ajustement au réel ne sera possible en cours d'exécution du marché ; aucun supplément ne pourra être dû à ce titre.

Attention : la DPGF doit être renseigné exhaustivement ; tout élément non renseigné sera réputé compris dans le prix.

- Le **Bordereau des Prix Unitaires** (BPU) du marché n° 25 SURVEILLANCE complété dans tous ses éléments à produire sous tableur non sécurisé.xls

Attention : le BPU doit être renseigné exhaustivement sous peine d'irrégularité de l'offre.

- Le **Détail Quantitatif Estimatif** (DQE) du marché n° 25 SURVEILLANCE complété dans tous ses éléments à produire sous tableur non sécurisé.xls

Attention : le DQE doit être renseigné exhaustivement sous peine d'irrégularité de l'offre.

- Le **cadre de réponse du candidat** complété dans tous ses éléments à produire sous format non sécurisé .doc ou xls
- **Un mémoire** dont les éléments requis seront mentionnés dans le Règlement de la Consultation (R.C) – Phase remise des offres.
- En annexes, le mémoire méthodologique et technique devra comporter des éléments qui seront également mentionnés dans le Règlement de la Consultation (R.C) – Phase remise des offres

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) n°25 SURVEILLANCE du marché, le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) n°25 SURVEILLANCE et ses éventuelles annexes seront réputés avoir été lus et acceptés sans réserve par le représentant habilité de l'entreprise ou le mandataire du groupement. Ces documents n'ont donc pas à être remis par le candidat dans son offre.

Le candidat, informé d'être pressenti pour l'obtention du marché, devra adresser, dans les 5 jours ouvrés et sur simple demande du service achat de l'Université réalisé via Place, les documents administratifs suivants – requis avant toute notification - sous peine de perte du bénéfice de l'attribution du marché :

- **La copie des comptes certifiés des 3 derniers exercices clos.**
- **L'Acte d'Engagement** (AE), transmis au moment de l'information, complété dans tous ses éléments, paraphé, daté et signé électroniquement par le représentant habilité du titulaire avec cachet de la société, le cas échéant **et ses éventuelles annexes.**

En cas de groupement, il sera précisé dans l'acte d'engagement la répartition des paiements entre les co-traitants.
En cas de sous-traitance déclarée, il sera précisé en annexe à l'acte d'engagement, via le formulaire ATTRI2 proposé ou équivalent, la nature des prestations sous-traitées et leur montant maximum par sous-traitant (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-attribution-marches-2019>).

L'attention des candidats est attirée sur le fait que, s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance, ils doivent le préciser dans l'Acte d'Engagement, à l'emplacement réservé à cet effet.

En cas de recours à la sous-traitance, non déclarée au moment de la remise de l'offre, il sera remis dans les meilleurs délais consécutivement à la notification du marché et en annexe à l'acte d'engagement, les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément de leurs conditions de paiement (formulaire DC4 applicable à compter du 1^{er} janvier 2024).
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- Une délégation de signature, si le signataire de l'acte d'engagement n'apparaît pas comme représentant légal de la société sur l'extrait de l'annuaire des entreprises ou Kbis.
- **La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire** (DPGF) du marché, remis dans l'offre, paraphé, daté et signé électroniquement par le représentant habilité du titulaire, avec si possible techniquement, cachet de la société.
- Le **Bordereau des Prix Unitaires** (BPU) du marché remis dans l'offre, paraphé, daté et signé par le représentant habilité du titulaire, avec si possible techniquement, cachet de la société.
- dans le cadre de la lutte contre la corruption, **la liste des noms des membres de l'organe de gestion/d'administration/de direction/de surveillance ou des personnes physiques détenant un pouvoir de représentation/de décision/de contrôle de votre société et non mentionnés sur l'extrait de l'annuaire des entreprises ou Kbis ou une attestation qu'aucune autre personne ne dispose d'un tel pouvoir.**

Il devra également, dans le délai de 5 jours ouvrés, déposer les documents administratifs suivants sur la plateforme de gestion de tiers e-attestations retenue par l'université ou lui indiquer les modalités de consultation de ces documents sur un espace de stockage numérique de dépôt équivalent, sous peine de perte du bénéfice de l'attribution du marché :

- Un **R.I.B** ou équivalent.
- Une **attestation de régularité fiscale** DGFIP datant de moins de 6 mois.
- Une **attestation de vigilance** URSSAF datant de moins de 6 mois
- Une **liste des salariés étrangers soumis à autorisation de travail** datant de moins de 6 mois ou une attestation de non emploi de salariés étrangers soumis à autorisation de travail datant de moins de 6 mois.
- Une **attestation d'assurance** civile professionnelle en cours de validité justifiant de l'existence de polices d'assurance garantissant les conséquences de la responsabilité que le ou les candidats sont susceptibles d'encourir, s'ils sont retenus, dans le cadre de l'exécution, ou à l'occasion de l'exécution des prestations, en raison des dommages corporels, matériels ou immatériels pouvant être causés à l'Université Paris Dauphine - PSL ou à tout tiers, à leurs préposés ou à leurs biens. Les polices d'assurance doivent obligatoirement être souscrites auprès de compagnies d'assurance notoirement solvables. Les attestations fournies doivent obligatoirement préciser les modalités particulières de couverture et notamment les montants et événements garantis, les niveaux de franchise et les exclusions dans le respect des prescriptions des dispositions afférentes du CCAP du marché.

A réception de l'ensemble des éléments, il sera notifié, à l'ensemble des candidats évincés en lice, le rejet de leur offre.

Les plis peuvent être, uniquement,

- **transmis de manière dématérialisée sur le profil acheteur de l'université (Plate-forme des Achats de l'Etat dite PLACE)**

La date limite de réception des candidatures DEMATERIALISEE est fixée au :

Mardi 3 juin 2025 à 19 heures 00

(horodatage effectué par le site de dématérialisation des procédures Place faisant foi)

La date limite de réception prévisionnelle des offres DEMATERIALISEES est fixée au :

Lundi 4 août 2025 à 19 heures 00

(horodatage effectué par le site de dématérialisation des procédures Place faisant foi)

Une copie de sauvegarde peut être envoyée au service achat de l'Université Paris Dauphine - PSL dans les mêmes délais (cf modalités infra).

Attention : seuls seront ouverts les plis reçus aux date et horaire énoncés ci-dessus et dans les conditions prévues ci-dessous (à défaut, ils seront éliminés).

2.2.- Modalités de mise à disposition du DCE et d'envoi/d'ouverture de la copie de sauvegarde

Les modalités de mise à disposition des documents de la consultation relatifs aux marchés publics et aux contrats de concession et les conditions d'ouverture de la copie de sauvegarde de ces contrats s'effectuent conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 (JORF n°0077 du 31 mars 2019, texte n°15) modifié par arrêté du 14 avril 2023 (JORF n°0095 du 22 avril 2023, texte n°07) modifiant l'annexe 6 du code de la commande publique, rappelé ci-dessous dans son ensemble.

Les dispositions relatives aux documents de la consultation sont applicables aux marchés et marchés de partenariat. Les dispositions relatives à la copie de sauvegarde sont applicables aux marchés, marchés de partenariat, marchés de défense ou de sécurité, et concessions.

Article 1

L'accès aux documents de la consultation est gratuit, complet, direct et sans restriction.

Pour la présente consultation, le retrait du DCE s'effectuera à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2762604&orgAcronyme=f2h>

NB : Une aide technique à l'utilisation de la salle des marchés est disponible, dans la rubrique « Aide » du site PLACE, à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

Les outils mis à disposition se composent notamment des guides d'utilisation, d'une boîte de dialogue avec l'assistance en ligne, d'un module d'autoformation et d'utilitaires informatiques. Ces documents décrivant l'utilisation de la salle des marchés PLACE font partie intégrante du règlement de la consultation.

Lorsque certains documents de la consultation sont trop volumineux pour être téléchargés depuis le profil d'acheteur, l'acheteur indique dans l'avis d'appel à la concurrence ou dans l'invitation à confirmer l'intérêt, les moyens électroniques par lesquels ces documents peuvent être obtenus gratuitement.

Les opérateurs économiques peuvent indiquer à l'acheteur le nom de la personne physique chargée du téléchargement et une adresse électronique, afin que puissent lui être communiquées les modifications et les précisions apportées aux documents de la consultation.

Article 2

I. - Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde **dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres**, soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention « **copie de sauvegarde** ».

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande publique).

Pour la présente consultation, merci d'indiquer en sus : « MAPA-Marché de surveillance des locaux - NE PAS OUVRIR ».
Elle doit être adressée à l'adresse suivante : **UNIVERSITE PARIS DAUPHINE – PSL, DF/Service achat (bureau D 519), Place du Maréchal de Lattre de Tassigny, 75 775 PARIS cedex 16**

II. - La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;

2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

III. - Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

Article 3

Lorsque la copie de sauvegarde est ouverte, elle est conservée conformément aux articles R. 2184-12, R. 2184-13, et R. 2384-5 du code de la commande publique.

Lorsque la copie de sauvegarde n'est pas ouverte ou a été écartée pour le motif prévu au III de l'article 2 du présent arrêté, elle est détruite.

3 - Application des articles R. 2162-57 à R. 2162-66 du Code de la Commande Publique :

☒ non ☐ oui

4 – Visite des locaux :

La visite des locaux, prévue prévisionnellement le jeudi 10 juillet 2025, est obligatoire.
Ses modalités seront précisées dans le règlement de consultation – phase remise des offres.

La date arrêtée sera communiquée aux 5 candidats présélectionnés à l'issue de la phase de remise des candidatures, prévisionnellement lors de la remise du DCE prévisionnellement le mercredi 2 juillet 2025.

Le site principal de l'Université est accessible par métro (ligne 2, terminus porte Dauphine), RER (RER C, station avenue Foch), bus (PC2) et tram (T3b, terminus porte Dauphine), ainsi que par véhicule – sous réserve d'accessibilité au parking de l'université en présence de travaux - sur demande à réaliser préalablement, a minima 48h à l'avance, auprès de M. Patrice VELAY en précisant les marque, modèle, couleur et n° de plaque d'immatriculation du véhicule, ainsi que l'identité et qualité des occupants.

Le mail de confirmation reçu sera à présenter à l'accueil pour le contrôle d'accès.
A l'issue de la visite, un certificat sera remis aux candidats ; il devra être joint à l'offre.

5 - Renseignements complémentaires liés à la dématérialisation de la remise des offres :

Au stade de la consultation, le représentant du pouvoir adjudicateur admet une remise d'offres dématérialisées avec ou sans signature électronique. Au stade de l'attribution, pour que la signature soit recevable, tous les documents transmis doivent être signés individuellement électroniquement.

Attention : la signature électronique d'un fichier .zip n'est recevable si chacun des documents constituant ledit fichier est signé électroniquement. Une signature manuscrite scannée est un commencement de preuve valant copie mais non signature électronique.

6 – Autres renseignements complémentaires

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché de services, sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire du présent marché, pour la réalisation de **prestations similaires** dans les conditions définies à l'article R 2122-7 du code de la commande publique.

Après sa conclusion, le marché pourra prévisionnellement être modifié par **avenants** portant sur la réalisation de prestations supplémentaires nécessaires à la réalisation du marché durant sa période d'exécution ou leur diminution.

Les prestations pourront, de plus, faire l'objet d'un **réexamen tarifaire et technique** à la hausse comme à la baisse en fonction des contraintes rencontrées en cours d'exécution du marché.